

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Avis de convocation / avis de réunion

**COMPAGNIE DE CHEMINS DE FER DÉPARTEMENTAUX**

Société Anonyme au Capital de 1 million d'euros

**Siège Social : 29 Boulevard de Courcelles 75008 PARIS**

RCS PARIS B 542 100 086 - SIRET 542 100 086 00199

**AVIS DE REUNION VALANT CONVOCATION**

Les actionnaires de la **Compagnie de Chemins de Fer Départementaux** sont informés qu'une **Assemblée Générale Ordinaire** est convoquée le **jeudi 26 mars 2026 à 10h00**, au Siège Social, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

**Ordre du jour**

1. Autorisation à donner au Conseil d'Administration de racheter des actions de la Société conformément à l'article L. 225-209-2 du Code de commerce.
2. Pouvoirs pour les formalités.

**PROJET DE RÉOLUTIONS  
ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 26 MARS 2026****PREMIERE RESOLUTION**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, autorise, conformément aux dispositions de l'article L. 225-209-2 du Code de commerce, le Conseil d'Administration à procéder au rachat, par la Société, de ses propres actions, dans les conditions suivantes :

1. **Plafond du rachat** : Le nombre d'actions susceptibles d'être rachetées ne pourra excéder 10 % du nombre total d'actions composant le capital social à la date de ce jour, soit un nombre maximal de 2 750 actions.
2. **Finalités du rachat** : Les acquisitions pourront être effectuées pour tout objectif autorisé par la loi, notamment :
  - dans l'année de leur rachat, les attribuer aux bénéficiaires d'une opération mentionnée à l'article L.225-208 du Code de commerce ou intervenant dans le cadre des articles L.3332-1 et suivants du Code du travail ;
  - dans les deux ans de leur rachat, les attribuer en paiement ou en échange d'actifs acquis par la Société dans le cadre d'une opération de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport, étant précisé que les actions acquises à cet effet ne peuvent excéder 5 % du capital de la Société ;

- dans les cinq ans de leur rachat, les attribuer aux actionnaires qui manifesteraient à la Société l'intention de les acquérir à l'occasion d'une procédure de mise en vente organisée par la Société elle-même dans les trois mois qui suivent chaque assemblée générale ordinaire annuelle
- 3. **Prix d'achat :** Le prix maximum d'achat est fixé à 1 000 euros par action, soit un montant total maximal de 2.750.000 euros.
- 4. **Durée de l'autorisation :** Cette autorisation est donnée pour une durée de douze (12) mois à compter de la présente Assemblée.
- 5. **Modalités :** L'acquisition de ces actions pourra être effectuée en une ou plusieurs fois, par tous moyens, y compris de gré à gré.

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans la mesure permise par la loi, pour passer tous ordres, conclure tous accords, effectuer toutes déclarations et formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente autorisation.

---

## DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'un exemplaire, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes les formalités de dépôt et de publicité requises par la loi.

L'Assemblée se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent.

Seuls pourront participer à l'Assemblée Générale, les actionnaires justifiant de l'inscription en compte des titres à leur nom ou à celui de l'intermédiaire inscrit pour leur compte au cinquième jour ouvré précédant l'Assemblée, soit le 19 mars 2026 à zéro heure, heure de Paris :

- soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société,
- soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

L'inscription des titres au porteur est constatée par une attestation de participation délivrée par l'intermédiaire habilité. Pour pouvoir participer à l'Assemblée, cette attestation de participation doit être transmise à [contact@cfdf.fr](mailto:contact@cfdf.fr), en vue d'obtenir une carte d'admission ou présentée le jour de l'Assemblée par l'actionnaire qui n'a pas reçu sa carte d'admission.

A défaut d'assister personnellement à l'Assemblée, les actionnaires peuvent choisir entre l'une des trois formules suivantes :

- a) Donner une procuration à un autre actionnaire, son conjoint ou partenaire avec lequel il a conclu un PACS ;
- b) Adresser une procuration à la société sans indication de mandat ;
- c) Voter par correspondance.

Les actionnaires souhaitant voter par correspondance ou par procuration devront procéder de la façon suivante :

- Les actionnaires au nominatif pourront, demander le formulaire de vote par simple lettre adressée à la Société ou par mail à [contact@cfdf.fr](mailto:contact@cfdf.fr).
- Les actionnaires au porteur pourront demander par écrit à la Société de leur adresser le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration.

Il sera fait droit aux demandes reçues au plus tard six jours avant la date de l'Assemblée.

Ce formulaire devra être renvoyé, accompagné pour les actionnaires au porteur de leur attestation de participation. Le formulaire de vote par correspondance devra être reçu par la Société au plus tard trois jours avant la tenue de l'Assemblée.

Les demandes d'inscription de points ou de projets de résolution à l'ordre du jour par les actionnaires doivent être envoyées au siège social par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par télécommunication électronique à [contact@cfdf.fr](mailto:contact@cfdf.fr) de façon à être reçu au plus tard le vingt-cinquième jour qui précède la date de l'Assemblée générale, sans pouvoir être adressées plus de vingt jours après la date du présent avis.

Les demandes d'inscription de points à l'ordre du jour doivent être motivées.

Les demandes d'inscription de projets de résolution devront être accompagnées du texte des projets de résolution, assortis, le cas échéant, d'un bref exposé des motifs.

Une attestation d'inscription en compte devra également être jointe à ces demandes d'inscription de points ou de projets de résolution à l'ordre du jour afin de justifier, à la date de la demande, de la possession ou de la représentation de la fraction du capital exigée conformément aux dispositions de l'article R. 225-71 du Code de commerce. Une nouvelle attestation justifiant de l'inscription des titres dans les mêmes comptes au cinquième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris devra être transmise à la Société.

Il est précisé que le texte intégral des documents destinés à être présentés à l'Assemblée conformément notamment aux articles L. 225-115 et R. 225-83 du Code de commerce seront mis à disposition au siège social à compter du 11 mars 2026.

A compter de cette date et jusqu'au quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée générale, soit le 20 mars 2026, tout actionnaire pourra adresser au Président du Conseil d'administration de la société des questions écrites, conformément aux dispositions de l'article R. 225-84 du Code de commerce. Ces questions écrites devront être envoyées, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au siège social ou par voie de télécommunication électronique à [contact@cfdf.fr](mailto:contact@cfdf.fr). Elles devront être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION